

Défis aux frontières de la Tunisie

Depuis le début des combats en Libye la Tunisie, en pleine transition vers la démocratie, la Tunisie a accueilli à Ras Ejdair (frontière avec la Libye) des dizaines de milliers de personnes fuyant la répression.

Selon les chiffres du HCR en date du 1er avril 2011 204 751 personnes auraient fui la Libye vers la Tunisie, dont 183 953 à Ras Jedir ; 147 045 auraient été évacuées vers leur pays d'origine. Au plus fort de l'exode environ 14 000 réfugiés arrivaient chaque jour en Tunisie, entre 2000 et 4000 en moyenne à l'heure actuelle.

Toutes les organisations humanitaires aujourd'hui présentes soulignent la fantastique solidarité du peuple tunisien qui s'est mobilisé dès les premières arrivées et ce avant l'aide étrangère.

A leur arrivée à Ras Ejdair, les réfugiés sont transférés dans des camps « de transit » à quelques kilomètres de la frontière dont le plus grand, celui de La Choucha peut accueillir jusqu'à 15 000 personnes. Des « évacuations » vers les pays d'origine ont été mises en place dès début mars, souvent orchestrées par les Etats membres de l'UE, mais également par d'autres pays (notamment l'Algérie, le Maroc, le Mali, l'Arabie Saoudite etc.) avec l'aide de l'OIM. Si un nombre

important d'Egyptiens a pu être rapatrié, l'évacuation d'autres nationalités, et en particulier les Bangladeshis, a posé plus de difficultés.

Au 1er avril, 8600 personnes se trouvent dans les camps à la frontière de Ras Jedir dont 1/3 sont des personnes qui ne peuvent pas être rapatriées dans leur pays d'origine comme les Ivoiriens, les Somaliens et les Erythréens.

Parallèlement, les Etats membres de l'Union européenne et en particulier l'Italie crient à l'invasion face à l'arrivée, depuis la mi-février, d'environ 20 000 Tunisiens, un chiffre bien dérisoire par rapport au nombre de personnes reçues par la Tunisie (10 fois moins environ). Des chiffres également à relativiser car s'ils sont trois fois supérieurs à ceux de l'année passée, ils ne sont pas si éloignés de ceux d'août 2008 avant que l'Italie n'ait conclu un accord de coopération sur la lutte contre l'immigration clandestine avec la Tunisie. Cet accord avait, en quelques mois fait chuter de manière spectaculaire les arrivées sur ses côtes grâce au renforcement de la surveillance aux frontières.

Dès le 20 février, à la demande de l'Italie, l'opération HERMES de l'Agence Frontex a été mise en oeuvre de manière anticipée (elle était prévue à l'origine au mois de juin 2011) et le gouvernement italien a annoncé sa volonté de coopération avec la Tunisie pour arrêter le flux d'immigrés vers Lampedusa. Pour convaincre la Tunisie de lutter contre ces départs et de réadmettre les ressortissants tunisiens arrivés à Lampedusa, l'Italie exerce des pressions considérables et instrumentalise les arrivées sur l'île, notamment en y maintenant pendant plusieurs semaines des milliers de migrants alors que ces derniers auraient pu être transférés sur le continent.

Le premier ministre italien Silvio Berlusconi s'est rendu lundi 4 avril à Tunis en compagnie du ministre italien de l'intérieur Roberto Maroni (ayant effectué une première visite le 24/03) afin de s'assurer que le nouveau gouvernement tunisien continuerait à appliquer l'accord de 2008 qui oblige la Tunisie à réadmettre ses nationaux reconduits par l'Europe (AFP, 04/04/2011). La société civile tunisienne se mobilise face à cette conduite inadmissible de l'Italie. Le 04 avril, une manifestation devant l'ambassade de l'Italie et une conférence de presse ont été organisées par la FTCT, la Ligue tunisienne des droits de l'homme et le forum des droits économiques et sociaux. La presse témoigne du fait qu'il s'agit d'une préoccupation majeure pour la majeure pour le peuple tunisien, dans la phase actuelle de construction de sa démocratie

La mission a été menée conjointement par la Cimade et le GADEM, du 27 mars au 6 avril 2011. La mission s'est rendue à Tunis, Ben Guerdane et Ras Jedir sur la frontière Tunisie-Libye.

La mission se place dans une logique de complémentarité avec les missions d'observation menées précédemment, notamment celle menée par le Réseau Euro-méditerranéen pour les Droits de l'Homme, Migreurop et la Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives, ainsi que celle menée par Médecins du Monde et l'Association malienne des expulsés. Cette mission conjointe avait notamment pour objectif d'évaluer la situation des personnes déplacées à la frontière entre la Tunisie et la Libye, de percevoir les conséquences pour la Tunisie des pressions exercées par l'Italie et l'Union européenne. Elle avait également pour but de renforcer les liens avec les associations et militants tunisiens.

Télécharger – Rapport mission Tunisie